



Revue de presse



Mercredi 06 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN: adoption à la majorité du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le secteur des assurances s'oriente davantage vers la participation dans l'économie nationale

Le PDG de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) Nasser Sayes a souligné, mardi à Oran, que le secteur des assurances en Algérie s'oriente davantage vers la participation dans l'économie nationale, à travers la modernisation de sa performance, la diversification du portefeuille d'activités et de services pour répondre aux exigences des clients et aux besoins de l'économie.

Adoption à l'unanimité du PLF-2024 : Le caractère social confirmé

Le projet de loi des finances pour l'année 2024 a été adopté, hier à l'APN, lors d'une séance plénière présidée par M. Ibrahim Boughali, en présence de plusieurs membres du gouvernement.

Startups : Le président de la République affirme l'engagement de l'Algérie à mettre son expérience au service du continent africain

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi, dans une allocution à l'occasion de l'ouverture de la 2e Conférence africaine des startups à Alger, lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, l'engagement de l'Algérie à mettre son expérience en matière de startups à la disposition des frères africains à travers des espaces d'échange d'expertises, à l'instar de la Conférence africaine des startups, devenue un rendez-vous continental important pour l'encouragement de l'innovation et le développement des startups.

Séminaire annuel de la CAAT : L'assurance, facteur de résilience et de développement économiques

Selon Nacer Saïs, PDG de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT), l'Algérie connaît une véritable mutation, notamment de la doctrine économique.

Dans une déclaration accordée à El Moudjahid, en marge du séminaire annuel de la compagnie, organisé à Oran sous la thématique «L'assurance, facteur de résilience et de développement économique», Nacer Saïs a salué la détermination de l'Etat d'aller vers une économie diversifiée, libérée de la dépendance aux hydrocarbures «Il y a une volonté claire et affichée des pouvoirs publics d'en finir avec l'ultra dépendance de des exportations des hydrocarbures.



PLF 2024 : Faïd répond aux critiques concernant la hausse des dépenses

Le ministre des finances Laâziz Faïd a défendu les dispositions du projet de loi de finances 2024 adopté hier par les députés de l'APN.

Le ministre des finances a répondu aux critiques émises par les élus de la nation concernant la hausse des dépenses budgétaires. « L'augmentation des dépenses budgétaires, ainsi que la prise en compte des besoins exprimés par certaines institutions et services ministériels permettront la mise en œuvre des décisions des pouvoirs publics », a-t-il argumenté.



Ministère des finances: Des Fins de fonctions et de nouvelles nominations

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé plusieurs décret portant fin de fonctions de plusieurs responsables au ministère des Finances.

Selon un décret du 20 novembre 2023, paru au journal officiel n°72, le Président de la République a mis fin aux fonctions de M. Sid Ahmed Saidi, le président de la cellule de traitement du renseignement financier, CTRF, un organe spécialisé, créé auprès du Ministre des finances.



APN: Adoption du projet de loi de finances 2024

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, à la majorité, le projet de loi de finances 2024, en attendant son approbation par le Conseil de la nation, et son entrée en vigueur après la signature du Président de la République et sa publication au Journal officiel.

Le projet de loi de finances 2024 prévoit une croissance économique de 4,2 %, et le projet a été préparé sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole de soixante dollars pour la période 2024-2026, et de 70 dollars comme prix de marché estimé pour le baril de pétrole brut.



APN: la loi de finances 2024 adoptée à la majorité

Comme une lettre à la poste

La question de l'importation des véhicules neufs, de retour depuis peu, a marqué, hier, la séance consacrée au vote du PLF 2024.

Le projet de la loi de finances de l'exercice 2024 a été adopté, hier, en plénière par la majorité des députés présents, au nombre de 234 sur un total de 407 députés. Le groupe parlementaire du MSP a fait exception en votant « non » sur ce texte.



Les start-up, un acteur du développement économique

Le message du Président

Abdelmadjid Tebboune a affiché sa forte volonté de développer les domaines de l'innovation.

Le modèle économique, celui qui repose sur la création des richesses est désormais à portée de main. Il a pour particularité de faire la part belle à l'innovation, aux start-up : un sceau apposé par le président de la République. La dépendance quasi totale de l'économie nationale à la rente pétrolière «est fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative», avait déclaré le président de la République. Une phrase qui a signé le départ d'une nouvelle ère. Le train de la renaissance économique sera lancé. Les start-up en seront le fer de lance.



APN: Le PLF 2024 adopté

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

IL VISE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE : Le PLF-2024 adopté à l'APN

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, hier, à la majorité, le projet de Loi de finances 2024 qui vise, dans sa quintessence, à stabiliser l'économie nationale. À cette occasion, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a déclaré que ce projet devrait permettre d'assurer la stabilité de la situation économique, grâce à l'amélioration constatée des indicateurs macroéconomiques et budgétaires, grâce principalement aux mesures prises par les pouvoirs publics sur le plan social et économique.

CONVERSION DA-DEVICES, ALLOCATION TOURISTIQUE, SOINS MÉDICAUX ET FRAIS DE MISSION, D'ÉTUDES ET DE STAGES À L'ÉTRANGER : Bureaux de change : Ce qu'il faut savoir

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a confirmé que les bureaux de change qui seront bientôt autorisés à opérer en Algérie, conformément au règlement de la Banque d'Algérie, effectuent les opérations de vente, contre monnaie nationale, de monnaies étrangères librement convertibles, au profit des personnes physiques résidentes, dont la nature porte sur le droit à l'allocation de change au titre de voyages à l'étranger, des soins médicaux à l'étranger, des frais de mission à l'étranger et des frais d'études et de stages, également, à l'étranger.

APN: Le projet de loi de finances 2024 adopté

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 a été adopté, hier, à la majorité, à l'Assemblée populaire nationale. Elle prévoit des dépenses de plus de 15 275 milliards de DA, dont 18 % destinés à l'investissement public.

Ce nouveau texte de loi a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9 105,3 milliards de DA, dont 3 512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.

APN : Adoption à la majorité du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement. Ce nouveau texte de loi a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9.105,3 milliards de DA, dont 3.512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.



APN : adoption à la majorité du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.



Assurances : la contribution du secteur au PNB est de seulement 0,7%

Le PDG de la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) Nasser Sayes, a fait savoir, ce mardi à Oran, que le taux de la contribution du secteur des assurances au produit national brut (PNB) est actuellement estimé à seulement 0,7%.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'un colloque organisé par la CAAT sur le thème « l'assurance, facteur de résistance et de développement économique », M. Sayes a indiqué qu'il faut œuvrer à accroître la contribution du secteur des assurances au produit national brut, à travers la modernisation de la performance et la diversification des services fournis, soulignant que le taux de participation est actuellement estimé à 0,7%.



[APN : Adoption majoritaire du PLF 2024](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi à la majorité le projet de loi de financement de l'exercice 2024 (PLF2024), qui prévoit des dépenses de plus de 15,275 milliards DA, dont 18% destinés aux investissements publics.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, le président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.



[APN: adoption à la majorité du PLF 2024](#)

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.



[Le PLF 2024 adopté à la majorité à l'APN : Une garantie pour la stabilité de la situation financière](#)

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont approuvé à la majorité le projet de loi de finances (PLF) 2024. Ce dernier devrait garantir la stabilité de la situation économique du pays, selon le ministre des Finances.

Dans une allocution prononcée à l'issue de l'adoption du PLF 2024, Laaziz Faïd, qui a salué le travail des députés ayant débattu et enrichi ce projet de loi, a affirmé que ce dernier est à même de garantir la stabilité de la situation économique. Cela, a-t-il précisé, compte tenu de l'amélioration des indicateurs économiques enregistrés.

المجلس الشعبي الوطني: النواب يصادقون على مشروع قانون المالية لسنة 2024



صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، يوم الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2024، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15.275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للإستثمار العمومي.

و جرى التصويت في جلسة علنية ترأسها، إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد وعدد من أعضاء الحكومة.

توجه قطاع التأمينات نحو المشاركة أكثر في الإقتصاد الوطني

أكد الرئيس المدير العام للشركة الجزائرية للتأمينات، ناصر سايس يوم الثلاثاء بوهـران على توجه قطاع التأمينات بالجزائر نحو المشاركة أكثر في الإقتصاد الوطني عبر عصـرنة أدائه وتنويع محفظة أعماله وخدماته بما يتلاءم مع متطلبات الزبائن وحاجيات الإقتصاد.

أكد أن مشروع قانون المالية كفيل بتنفيذ قرارات السلطات.. فايد:

استكمال رفع الأجور والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن

* تعزيز الاستثمارات العمومية والتنمية وتوسيع نطاق الرقمنة

* مكافحة الغشّ والتهرب الجبائين ومجهودات استندركية لبعض الولايات

* النواب يصادقون بالأغلبية على مشروع قانون المالية 2024

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، أن مشروع قانون المالية 2024، يدعم استقرار الوضعية الاقتصادية للجزائر، بفضل التحسن الذي شهدته المؤشرات الاقتصادية الكلية والميزانية، وإدراج تدابير جديدة اتخذتها السلطات العليا في البلاد على المستويين الاجتماعي والاقتصادي.

مبرزاً مرونتها وتنوع مداخلها خارج المحروقات.. بوغالي:

الجزائر حسنت مؤشراتها الاقتصادية رغم الأزمات

أكد رئيس المجلس الشعبي الوطني، إبراهيم بوغالي أن الجزائر تواجه الأوضاع الدولية والإقليمية وتبعاتها الاقتصادية المعقدة وغير المستقرة، بمرونة وليونة، مشيراً إلى أنه بالرغم من الاهتزاز والارتباك في الاقتصاد العالمي، تعمل الجزائر على تحسين مؤشراتها الاقتصادية وعائدات الصادرات، وتنمية نشاطها وتنويع مداخلها خارج قطاع المحروقات، ما حقق، حسب،ه، فائضا في ميزان المدفوعات وأدى إلى تراكم احتياطي الصرف.

المجلس الشعبي الوطني: النواب يصادقون على مشروع قانون المالية 2024

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2024، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15.275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للاستثمار العمومي.

أتى ذلك في جلسة علنية ترأسها، إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد وعدد من أعضاء الحكومة.



نواب المجلس الشعبي الوطني يصوتون بالأغلبية على مشروع قانون المالية 2024

صوت نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2023.

وعقب جلسة التصويت، قال وزير المالية، لعزیز فايد، إن مشروع قانون المالية لسنة 2024 سيحقق إستقرارا في الوضعية الإقتصادية.



المصادقة على مشروع قانون المالية 2024 بالأغلبية

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الثلاثاء، على مشروع قانون المالية لسنة 2024 بالأغلبية.

يحمل مشروع القانون، عديد التدابير التي تستهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها.

تحتل المركز الثاني وطنيا في سوق التأمينات

ارتفاع رقم أعمال "كات" إلى 2670 مليار عام 2023

أكد ناصر سايس، الرئيس المدير العام للشركة الجزائرية للتأمين (CAAT)، الثلاثاء، أن مؤسسته حققت رقم أعمال في سوق التأمين بلغ 26.7 مليار دينار جزائري عام 2023، مما عزز مكانتها كثاني أكبر شركة تأمين في السوق، رغم التنافسية الشرسية من طرف الكثير من الشركات.

وأكد سايس خلال ندوة بوهرا ن خصصت لموضوع "التأمين، عامل المقاومة والتنمية الاقتصادية"، أن سنة 2023 شهدت زيادة رأس مال الشركة بـ 5 مليار دينار جزائري، من 20 مليار دينار جزائري إلى 25 مليار دينار جزائري، وهو رقم مشجع سيدفعها إلى بذل مزيد من الجهود للتربع على عرش مؤسسات التأمين، هذا وقد تم التطرق خلال هذا الحدث الهام والذي نشطه مجموعة من المديرين التنفيذيين للشركة وخبراء إعادة التأمين، إلى مختلف المواضيع المتعلقة بإدارة المخاطر وتحسين برامج التأمين على وجه الخصوص.



المصادقة على مشروع قانون المالية 2024 بالأغلبية

صادق نواب المجلس الشعبي الوطني، يوم الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2024، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15.275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للاستثمار العمومي.

و جرى التصويت في جلسة علنية ترأسها إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد وعدد من أعضاء الحكومة.

ADOPTION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Renforcement du pouvoir d'achat

LES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE ONT ADOPTÉ, HIER, À LA MAJORITÉ LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2024 (PLF-2024), lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Laâziz Faïd.

DANS une allocution prononcée à l'issue du vote, le ministre des Finances a indiqué que ce texte devrait permettre «une stabilité de la situation économique du pays», d'autant plus que l'on enregistre depuis quelque temps une «amélioration significative dans tous les indicateurs macroéconomiques, grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics au plan économique et social».

Faïd a affirmé que les augmentations des dépenses budgétaires décidées au profit de certaines entreprises et autres départements ministériels s'expliquent par «la nécessité de prendre en charge ce qui reste comme dépenses en matière de hausse des salaires, d'investissements publics à l'échelle nationale, de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement du pouvoir d'achat des citoyens et la généralisation de la numérisation».

Pour sa part, le président de l'APN, Brahim Boughali, a rappelé que l'économie nationale continue à

subir les conséquences de l'instabilité économique qui prévaut à l'échelle internationale, précisant à titre indicatif qu'il n'est plus possible de maîtriser la hausse des prix des produits sur le marché mondial. D'où l'intervention des pouvoirs publics qui s'est avérée nécessaire, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, à travers la revalorisation des salaires, des retraites et des diverses allocations.

«RATIONALISER LA GESTION DES RESSOURCES»

Boughali n'a pas manqué de souligner l'importance accordée à ce texte de loi par le président Tebboune qui a insisté personnellement sur «la nécessité de rationaliser la gestion des ressources et leur adaptation à la situation économique au plan international et régional».

Il a noté que le PLF-2024 prévoit des recettes de 9.105,3 milliards de dinars, dont 3.512,3 milliards de recettes pour la fiscalité pétrolière. Les dépenses en 2024 s'élèveront à 15.292,47 milliards de dinars pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards pour les crédits de paiement. Le budget de l'Etat sera réparti, selon la nature des dépenses, sur les dépenses dédiées

aux personnels, avec un montant de l'ordre de 5.155,67 milliards de dinars, de 632,87 milliards pour les dépenses de gestion des services, de 2.894,58 milliards pour les dépenses d'investissement et 2.809,36 milliards de crédits de paiement. L'enveloppe budgétaire pour le nouveau programme d'investissement public pour l'année 2024, dédiée aux nouvelles opérations, est estimée à 2.405,33 milliards de dinars d'autorisations d'engagement et 1.356,57 milliards de crédits de paiement.

Les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation devraient atteindre 489,25 milliards de dinars d'autorisations d'engagement et 396,82 milliards de crédits de paiement. Au plan macroéconomique, le PLF-2024 prévoit une croissance de 4,2%.

Le texte de loi est élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril du pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026 et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut. Les exportations de biens devraient s'élever à 49,8 milliards de dollars en 2024, tandis que



les importations devraient augmenter de 7,1% par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et atteindront 43,5 milliards de dollars.

La balance commerciale enregistrera ainsi un excédant entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards de dollars en 2024, pas moins de 2,9 milliards et 4,2 milliards en 2025 et 2026. Au plan social, le PLF pour l'exercice 2024 a prévu plusieurs mesures législatives visant principalement la préservation du pouvoir

d'achat du citoyen, le soutien à l'investissement, la facilitation et la numérisation des procédures fiscales. Concernant les mesures prises pour soutenir l'investissement et l'économie nationale, le PLF-2024 a prévu la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle, conformément aux instructions du président Tebboune, en plus d'une série d'incitations fiscales proposées pour certaines activités.

■ Lyes Mechti

BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

L'étau se resserre autour des auteurs

Pour assurer la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'Algérie adapte son arsenal juridique en déterminant les modalités d'application des décisions de gel ou de saisie des fonds et des biens. Les personnes ou groupes concernés seront désormais privés de toutes ressources financières dans les 24 heures et aussitôt interdits de sortie du territoire. Les banques et autres établissements financiers sont tenus d'être vigilants dans leurs transactions en signalant urgemment tout client figurant sur la liste des personnes impliquées dans le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme et de stopper immédiatement toutes les opérations le concernant.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Encore un pas supplémentaire dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les modalités d'application des décisions de gel ou de saisie des fonds et des biens des personnes impliquées dans ce type d'affaire viennent d'être déterminées. Le texte précise, ainsi, le mode opératoire prévu par la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité de



clients y figure. «Il est fait application immédiatement, sans délai et sans préavis, des mesures de gel ou de saisie en tenant compte des droits des tiers de bonne foi et en informant, immédiatement et sans délai, le ministre chargé des Finances et la cellule de traitement du renseignement financier».

La même vigilance est demandée à chaque «entrée en relation d'affaires ou de la réalisation d'une opération financière ponctuelle avec de nouveaux clients» et de cesser l'exécution de toute opération les concernant s'ils figurent sur la liste. C'est à ce moment que le ministre des Finances rend un arrêté confirmant le gel ou la saisie des fonds et des biens tout en désignant l'autorité chargée de la gestion des fonds et biens gelés et de leur saisie. L'arrêté autorise néanmoins les personnes ayant fait l'objet de la décision de gel ou de saisie à «utiliser une partie de ces fonds, en vue de couvrir leurs besoins essentiels, ceux des membres de leur famille ainsi que ceux des personnes à leur charge et les dépenses

cités, les frais de télécommunication ainsi que certaines dépenses extraordinaires».

Cette décision entraîne le retrait du passeport

Les sanctions, quant à elles, ne s'arrêtent pas là puisque «une fois l'arrêté ou l'ordonnance de gel ou de saisie rendu, il est interdit à toute personne ou à toute autre partie de fournir tous avoirs ou autres actifs, services financiers ou tous autres services connexes ou toutes ressources économiques, directement ou indirectement, au profit des personnes, entités ou groupes concernés ou au profit de toutes entités ou groupe qu'ils possèdent ou qu'ils contrôlent, directement ou indirectement ou au profit de toutes personnes, groupes ou entités agissant en leur nom ou travaillant sous leur direction, à l'exception de ce qui est autorisé pour couvrir leurs besoins essentiels».

Les personnes figurant sur la liste des personnes ayant un lien avec le financement du terrorisme font aussitôt l'objet d'une ordonnance d'interdiction de sortie du territoire

gelés ou saisis ou ayant fait l'objet de levée de gel ou de saisie, ainsi que de leur type, la date et l'heure du gel de sa levée et ce, dans les vingt-quatre heures».

Les personnes visées par ces mesures sont informées par la cellule de traitement du renseignement financier des procédures prévues à leur profit par les résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies relatives aux demandes de retrait de la liste récapitulative des sanctions. En cas de radiation de la liste récapitulative des sanctions, les assujettis sont informés de la décision de radiation.

La procédure de levée du gel ou de la saisie des biens et fonds est alors immédiate et sans délai. En cas de gel ou de saisie de fonds et biens résultant de la similitude des noms, la personne introduit une demande de réexamen de son cas. Dans le cas où il «s'avère que la personne, le groupe ou l'entité concernée ne figure pas sur la liste récapitulative des sanctions ou s'il s'avère qu'il existe effectivement une similitude des noms, prénoms et

l'Organisation des Nations unies. C'est à la cellule de traitement du renseignement financier que revient la tâche d'effectuer un travail de veille en publiant la liste récapitulative des sanctions et les modifications qui y sont apportées, dès que cette liste est rendue publique par le Comité de suivi des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est sans délai et sans préavis que les mesures de gel ou de saisie doivent alors être prises à l'encontre des personnes ou des entités identifiées.

La plus grande vigilance est également demandée à ce que le texte qualifie d'assujettis et que sont les institutions financières et les entreprises qui doivent impérativement «vérifier, de façon permanente et continue, si les personnes, groupes ou entités listés sur le site web institutionnel de la cellule de traitement du renseignement financier ou sur le site web institutionnel du comité de suivi des sanctions internationales ciblées, font partie de leur clientèle». Si l'un de leurs

extraordinaires».

L'autorisation accordée aux personnes porte sur «la fixation des montants pour le paiement de certains types de charges, de frais et de rémunérations de services, notamment l'alimentation, l'habillement, le loyer, ou le remboursement hypothécaire du domicile familial, les médicaments, les honoraires et frais de soins et de santé, les impôts, les primes d'assurances obligatoires, l'eau, le gaz, l'électri-

tion de sortie du territoire national dans un délai de vingt-quatre heures. Cette décision entraîne le retrait du passeport et l'interdiction de délivrance d'un nouveau passeport, pendant toute la durée de l'inscription sur ladite liste. Les responsables de l'application des arrêtés ou des ordonnances de gel ou de saisie doivent quant à eux «informer la cellule de traitement du renseignement financier de la valeur et de la description des fonds et biens

concernés, le président du tribunal ordonne la levée du gel ou de la saisie des biens, fonds ou des actifs du demandeur».

Pour assurer une application à la lettre de toutes dispositions, le décret prévoit en plus des sanctions pénales des sanctions supplémentaires à l'encontre de tous les intermédiaires qui ne respectent pas les délais prévus pour le gel ou la saisie des fonds et des biens

APN

La loi de finances 2024 adoptée

Le projet de loi de finances 2024 a été adopté, hier mardi, par la majorité des députés de l'APN. La commission des finances de l'APN a introduit certains amendements, à l'image de l'autorisation de l'importation des bus de transport de voyageurs de moins de 5 ans.

Harich Aïmeur, Alger (les Soirs) ✶
L'exception des députés du parti islamiste MSP, la majorité des députés ont voté en faveur du projet de loi de finances 2024. Ils ont également adopté certains amendements avalisés auparavant par la commission des finances de l'Assemblée et un article controversé proposé par un député du MSP.

La commission qui a reçu 36 propositions d'amendement en a retenu une dizaine, parmi lesquelles l'autorisation de l'importation des bus de transport de voyageurs de moins de 5 ans, inscrite au titre de l'article 110 bis.

Cette mesure est justifiée par le député ayant proposé, par la vétusté du parc des bus de transport de voyageurs avec une moyenne d'âge de 15 ans, ce qui se répercute négativement sur la qualité du service, en plus de la pollution que ces vieux bus génère.

Les députés ont adopté également un autre amendement qui était rejeté par la commission des finances. Il s'agit d'une modification de l'article 202 du code des douanes afin de permettre aux nationaux établis à l'étranger, lorsqu'ils souhaitent rentrer définitivement au pays, de dédouaner les marchandises qu'ils importent, y compris le véhicule, en dispense du contrôle du commerce extérieur et en exonération des droits de douane et taxes,



lorsque leur valeur ne dépasse pas le montant de 8 millions de dinars pour le personnel stagiaire et les étudiants qui se forment à l'étranger et 10 millions de DA pour les autres citoyens.

Actuellement, la valeur de ces marchandises est fixée à 4 millions de DA pour les étudiants et stagiaires et à 5 millions de DA pour les autres nationaux immatriculés auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes.

L'amendement du député avait pourtant été rejeté par la commission des finances. Elle a expliqué que cet article a connu plusieurs modifications ces dernières années, ajoutant que des cas de détournement de «privilège» ont été enregistrés ces dernières années.

Ce sont là les deux modifications significatives introduites par l'APN mais qui ne

changent rien à l'esprit du texte du gouvernement.

Le projet prévoit des dépenses de plus de 15 275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Ce nouveau texte de loi a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9 105,3 milliards de DA, dont 3 512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.

Le budget de l'État pour l'année 2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur les dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5 155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services 632,87 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2 894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2 809,36 milliards de DA de crédits de paiement.

S'agissant du nouveau programme d'investissement public, l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2 405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1 356,57 milliards de DA de crédits de paiement.

Une croissance de 4,2 % en 2024

Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 386,82 milliards de DA de crédits de paiement. Le PLF 2024 prévoit une croissance économique de 4,2%.

Il a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril de pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut.

Les exportations de biens devraient s'élever à 49,8 milliards USD en 2024, tandis que les importations devraient augmenter de 7,1% par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et attendront 43,5 milliards USD.

Ainsi, la balance commerciale enregistrera un excédent entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards USD en 2024, 2,9 milliards USD et 4,2 milliards USD en 2025 et 2026.

À l'issue du vote, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé que le projet de loi de finances 2024 permettra la stabilité économique du pays, en raison de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, budgétaires et financiers.

K. A.

CONTRIBUTION

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2023

Une évolution dans la compréhension des groupes internationaux et nationaux

Par Bey Lotfi(*)

La loi de finances rectificative parue en date du 05 novembre 2023 représente une évolution significative dans la lutte contre la fraude fiscale aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

Cette dernière introduit et consacre plusieurs nouvelles notions, jadis méconnues, dans la fiscalité algérienne telles que les régimes fiscaux privilégiés, le contrôle par droit de vote dans les sociétés, le transfert de marge dans le territoire fiscal local.

En bref, il s'agit d'une révolution inattendue dans le chapitre de la justification locale des transferts de marges jusque-là oublié du code des impôts directs et taxes assimilées algérien.

Depuis 2007, date de l'introduction de l'article 141 bis du code des impôts directs et taxes assimilées, un article qui se voulait avant-gardiste et qui englobait trois notions importantes, dans le milieu des groupes internationaux :

- Celles de contrôle, d'intérêt et de la direction d'une entité ;

L'article 141 bis avait introduit une définition qui était certes exhaustive et inclusive de ces trois notions mais qui, toutefois, manquait de précision et de technicité.

En effet, ces trois mots codifiés (contrôle, direction et intérêt) représentaient deux notions universelles qui sont : «le contrôle de droit» (la détention) et «contrôle de fait» (la domination par droit de vote).

Or, le caractère exhaustif et inclusif de ces notions qui les rendent vagues et élastiques pouvant être utilisées à des fins répressives en laissant une grande marge d'évaluation discrétionnaire, générant ainsi de l'incompréhension et de la confusion.

Cette situation pouvait amener à des arbitrages internationaux très onéreux et a généré de lourdes conséquences sur l'évaluation globale du climat des affaires en Algérie. Ainsi, cette loi de finances rectificative vient à point nommé, comme une mesure corrective avec des vertus salvatrices pour l'économie nationale ; un nouveau jalon dans la lutte contre la fraude fiscale.

La première notion consacrée par l'introduction de l'article 141 quinquies – notion inédite et fortement importante – est la notion du régime fiscal privilégié avec une définition précise et quantifiée de ce dernier, en fixant un taux de 40% de variation entre l'impôt dû sur le bénéfice ou sur le revenu en régime local et le régime qualifié de privilégié.

En d'autres termes, ce régime fiscal privilégié, défini et identifié, constitue «une fort convenable destination» à des marges frauduleuses et à des produits des surfacturations locales ayant pour objet et comme but une fraude fiscale déguisée, offrant ainsi une voie parallèle à l'optimisation fiscale frauduleuse.

Seconde notion importante, jamais définie auparavant, la notion des transferts de profits dans le territoire fiscal local entre deux régimes fiscaux locaux dont l'un d'entre eux

répond à la définition de régime fiscal privilégié. Il s'agit, en effet, d'une évolution majeure dans la lutte contre la fraude fiscale locale, dans un système fiscal offrant une multitude de régimes dérogatoires pouvant être assimilés à des régimes fiscaux privilégiés.

Troisième notion importante, l'introduction du contrôle par droit de vote à plus de 40% et de l'intérêt (possession des actions et parts sociales) à plus de 50% ; la notion universelle de contrôle et d'intérêt universelle, enfin quantifiée et codifiée en Algérie.

Quatrième notion, fixation du seuil de soumission à l'obligation de justification de la méthode de fixation des prix de facturation intergroupe à 1 000 000 000,00DA de chiffre d'affaires ou du total actif brut du bilan. Ce seuil, bien que discutable, demeure très attractif pour les groupes internationaux et locaux. Dans la mesure où ces derniers peuvent le contourner par la création de plusieurs entités ne le dépassant pas, ce qui fait de ce seuil le talon d'Achille de ce nouveau dispositif.

Au plan des mesures répressives, les amendes et les majorations sont revues à la hausse de façon significative. À ce titre le défaut de présentation de la documentation de justification devient passible d'une amende fiscale de 15 millions de dinars par exercice au lieu de 2 millions selon l'ancien dispositif.

De même, pour une justification erronée ou incomplète, les pénalités passent à 2% du

montant de la transaction entachée d'irrégularité avec comme seuil minimum de 10 millions de dinars par exercice.

À première vue, le dispositif mis en place paraît impressionnant, mais cela sera-t-il suffisant face à des groupes déjà initiés au transfert de marge ? Une question d'une importance capitale.

L'autre inconnue dans cette équation ; l'administration est-elle suffisamment outillée pour contrôler les déclarations ? Et sur quelle base l'élément probant sera déterminé pour asseoir le redressement ?

Il est important de souligner, en outre, que les pénalités pour une justification erronée ou incomplète, fixée à 2% de majoration, restent très insignifiantes au regard du dommage causé au Trésor public en cas de forte surfacturation, ce qui risque d'affaiblir grandement l'effet de dissuasion de ce nouveau dispositif.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que la lutte engagée contre la surfacturation est loin d'être gagnée et nécessite une compréhension parfaite des mécanismes et pratiques des groupes dans un climat d'affaires de plus en plus agressif envers les Etats fiscalement exigeants.

B. L.

(*) Expert-comptable. Commissaire aux comptes.

APN LA LOI DE FINANCES 2024 ADOPTÉE

L'Assemblée populaire nationale a donné son koutus, hier, au texte de loi de finances pour l'exercice 2024. Laaziz Faid, ministre des Finances, s'est félicité de l'adoption à la majorité de son texte, en justifiant que la hausse des dépenses publiques prévues pour l'année prochaine permettra «de prendre en charge une série d'engagements pris par les pouvoirs publics» dont ceux portant amélioration du niveau des salaires, renforcement de l'investissement public, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'élargissement de l'assiette fiscale et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, ainsi que l'élargissement et le développement des projets de numérisation. Le texte de loi de finances, qui revêt une orientation sociale pour une année électorale, projette, pour rappel, un niveau de dépenses publiques s'élevant à pas moins de 15725 milliards de dinars, soit 647 mds de dinars de plus que le montant prévu dans la loi de finances rectificative de 2023. Un déficit budgétaire de l'ordre de 17,4% du PIB est aussi comptabilisé par les tenants des finances du pays qui s'attendent à une baisse des recettes pétrolières (-8,9%) avec 3512 mds de dinars. Les dépenses dédiées aux personnels s'élèveront à 5155,67 mds de dinars, contre 2894,58 mds DA d'autorisations d'engagement pour les dépenses d'investissement, et 2809,36 mds de DA pour les crédits de paiement. 632,87 mds de DA seront alloués aux dépenses de gestion des services. La facture des importations devrait s'établir à 43,5 mds de dollars contre un niveau des exportations évalué à 49,8 mds de dollars,

induisant ainsi un excédent au niveau de la balance commerciale de l'ordre de 6,3 mds de dollars. Elaborée sur la base d'un baril à 70 dollars, la loi de finances 2024 table sur un taux de croissance économique de 4,2%, un taux d'inflation de 5,1% et un taux de glissement de la valeur du dinar de 3,7% par rapport au dollar et à l'euro. Le niveau des recettes budgétaires sera de 9105,3 mds de dinars (-082%/2023). Les recettes fiscales attendues seront, par ailleurs, de l'ordre de 4177,3 mds de dinars, marquant une hausse de 23% par rapport à la LFR 2023. Parmi les mesures visant à encourager le secteur économique, figurent l'annulation de la taxe sur l'activité professionnelle et l'exemption de la TVA pour les produits alimentaires de base lourdement impactés par le taux d'inflation. Les céréales destinées à la fabrication de farines, les farines courantes et supérieures, les semoules, ainsi que le pain seront exonérés de la TVA. L'exonération sera étendue également aux opérations de réassurance, et celles relatives aux contrats Retakaful. Aussi, et pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens, la LF24 prévoit d'étendre l'exemption de la TVA «aux opérations portant sur les fruits, les légumes frais, les œufs de consommation, le poulet de chair et la dinde produits localement, ainsi que les produits destinés à l'alimentation humaine».

Par contre la taxe sur le tabac sera revue à la hausse en passant de 37 à 50 DA par paquet. En matière d'allocations budgétaires, il est utile de noter que le ministère des Finances caracole en haut de la liste des départements ministériels avec un budget dépassant celui du ministère de la Défense nationale. Les observateurs de la scène économique ont relevé la vision à court terme de ce texte ne répondant pas à l'urgence de la diversification économique et la création de richesse, véritables leviers permettant de faire face aux défis actuels et futurs.

N. Bouaricha

APN

Adoption à la majorité du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.

Ce nouveau texte de loi a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9.105,3 milliards de DA, dont 3.512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.

Quant aux dépenses en 2024, elle s'élèveront à 15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement.

Le budget de l'Etat pour l'année 2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur

les dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5.155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services 632,87 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2.894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2.809,36 milliards de DA de crédits de paiement.

S'agissant du nouveau programme d'investissement public, l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2.405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1.356,57 milliards de DA de crédits de paiement. Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement.

Le PLF 2024 prévoit une croissance économique de 4,2%.

Il a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril du pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril

de pétrole brut.

Les exportations de biens devrait s'élever à 49,8 milliards USD en 2024, tandis que les importations devraient augmenter de 7,1% par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et atteindront 43,5 milliards USD. Ainsi, la balance commerciale enregistrera un excédant entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards USD en 2024, 2,9 milliards USD et 4,2 milliards USD en 2025 et 2026. Le texte a prévu plusieurs mesures législatives visant principalement à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, le soutien à l'investissement, et la facilitation et la numérisation des procédures fiscales. Concernant les mesures prises pour soutenir l'investissement et l'économie nationale, le PLF 2024 a prévu la suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, outre des incitations fiscales proposées pour plusieurs activités.

R.N.

BUREAUX DE CHANGE

Les révélations du ministre des Finances

L'ouverture des bureaux de change n'est peut être pas pour très bientôt. En effet, les pouvoirs publics n'ont jusqu'à présent avancé aucune date précise.

PAR KAMAL HAMED

Le ministre des Finances Laaziz, n'a pas lui aussi fixé de date pour l'entrée en service de ces bureaux de change, lesquels, pour rappel, ont bel et bien autorisés par la récente loi sur la monnaie et le crédit. Dans une réponse à une question écrite adressée par un député au Premier ministre, le premier argentier du pays est ainsi resté assez vague sur cette question. Il s'est juste contenté de dire que le dossier est au niveau de la Banque d'Algérie. Les bureaux de change ont en effet été autorisés par la loi monétaire et bancaire n° 23-09 du 21 juin 2023. Depuis, la Banque d'Algérie (BA) a adopté au mois de septembre dernier le projet de règlement relatif aux conditions

d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change. Selon un communiqué de la BA, ce texte réglementaire s'inscrit dans le cadre "d'une démarche progressive qui vise, dans une première étape, à créer les conditions idoines à même de favoriser le déploiement d'un vaste réseau national de bureaux de change, pour faciliter les opérations de change au large public." À ce titre, le champ d'activités de ces bureaux "englobera plusieurs opérations, notamment, celles portant sur le droit ou allocation de change au profit des résidents, pour voyages touristiques ou professionnels à l'étranger, frais d'études et de stage, etc...", a précisé le communiqué. Le ministre des Finances a rappelé ces mesures dans sa réponse au député du FLN Ahmed Rabhi en soulignant que les bureaux de change seront accessibles aux voyageurs bénéficiant d'une allocation de voyage, aux étudiants et enseignants réglant leurs frais d'études et de stages à l'étranger, aux professionnels effectuant des missions internationales ainsi qu'aux patients nécessitant des soins médicaux à l'étranger. En outre la BA a aussi indiqué que cette étape cruciale de mise en place

d'un "réseau organisé et régulé" d'établissements offrant des services de change sécurisés, "sera suivie par une révision du corpus régissant ces opérations de change, en adéquation avec l'évolution économique et sociale de notre pays." Ce règlement "constitue le premier d'une série de textes d'application de la Loi monétaire et bancaire n° 23-09 du 21 juin 2023 et sera suivi par d'autres règlements, qui seront promulgués successivement", a précisé la BA. Le ministre des Finances a aussi clairement rappelé que, selon la loi, la régulation du marché des changes relève de la responsabilité de la Banque d'Algérie, avec pour objectif d'assurer les meilleures conditions dans les domaines de la monnaie, du crédit, et de l'échange, tout en favorisant une croissance économique solide. Laaziz Faïd a souligné en outre que "la création des bureaux de change se ferait dans le cadre d'un processus transparent, avec des données précises et mises à jour sur les opérations financières, contribuant à réduire la corruption et à garantir une infrastructure appropriée."

K.H.

وزير المالية أكد أنه سيحقق استقرارا في الوضعية الاقتصادية؛

المصادقة على مشروع قانون المالية 2024

قال وزير المالية لعزیز فايد، إن مشروع قانون المالية 2024، سيحقق استقرارا في الوضعية الاقتصادية، وذلك نتيجة التحسن الذي شهدته المؤشرات الاقتصادية الكلية والميزانياتية، والذي يرجع -حسب الوزير- إلى التدابير المتخذة من طرف السلطات العمومية على المستوى الاجتماعي والاقتصادي.

في بعض التدابير والإجراءات المتخذة بهذا الشأن. واعتبر وزير القطاع أن نص هذا المشروع، كما سبق وأشرنا لكم هو ثاني قانون مالي ثم إعداده ومناقشته وفق القواعد والمبادئ التي ينص عليها القانون العضوي رقم 18 - 15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018، المعدل والمتمم، المتعلق بقوانين المالية. وأكد الوزير في ختام كلمته على أن الحكومة تولي كل العناية والاهتمام اللازمين لدراسة كل الملاحظات المعبر عنها من طرف السدات والسادة النواب والتكفأ. بعا. وهذا ما تم العمل عليه في الرد على مداخلاتكم خلال المناقشة وذلك بإشراك كل القطاعات، تجدر الإشارة أن نواب المجلس الشعبي صوتوا بالأغلبية على مشروع قانون المالية 2024، وهذا في جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس الشعبي الوطني إبراهيم بوعالي.



عبد الرؤوف ح

وأوضح فايد، أفس. في كلمته التي أعقبت التصويت على مشروع قانون المالية 2024: "أن الزيادة في نفقات الميزانية، ستسمح بالتكفل بتنفيذ قرارات السلطات العمومية. على غرار الالتزام باستكمال رفع الأجور، تعزيز الاستثمارات العمومية والتنمية على المستوى الوطني، بالإضافة إلى مكافحة الغش والتهريب الجباليين، وتوسيع الوعاء الخريبي ودعم المزارعين، وكذا الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، تعزيز عملية الرقمنة وتوسيع نطاق استعمالها ومواصلة الجهود ذات الأستراتيجية لفائدة بعض الولايات". وثمن وزير المالية إراء النواب لنص القانون، معبرا عن تقديره الخالص للمناقشة المستفيضة والمثمرة التي أحاطوا بها مضمونه، والتي كانت فرصة

-يضيف فايد- منذ أيام الرد على أسئلتكم وأنشغالكم التي سلطت الضوء وركزت خاصة على الجوانب المتعلقة بالاقتصاد الكلي، وتنفيذ ميزانية الدولة والتفصيل لكم

المصادقة على مشروع قانون المالية 2024 بالغرفة السفلى

كما اعتمادات دفع، وتم إعداد المشروع على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول بـ 60 دولارا، و 70 دولارا كمسعر سوق تقديري لبرميل البترول الخام. كما يتضمن نص القانون عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورفعتها. ومن أبرز التدابير الرامية لدعم الاستثمار والاقتصاد الوطني، نجد إلغاء الرسم على النشاط المهني، تطبيقا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، إلى جانب عدة مزايا جبائية مقترحة لفائدة بعض الأنشطة الإنتاجية.

ق.و

صاحب نواب المجلس الشعبي الوطني، الثلاثاء، بالأغلبية على مشروع قانون المالية لسنة 2024، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15.275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للاستثمار العمومي. ووفقا لمشروع القانون، فإن الإيرادات المتوقعة لميزانية الدولة في سنة 2024 تبلغ 9105.3 مليار دج، من بينها 33512 مليار دج كإيرادات للجباية البترولية، أما النفقات المتوقعة فتبلغ 7415292 مليار دج كرخصة التزام و 2815275 مليار دج كما اعتمادات دفع. وتشمل هذه النفقات على وجه الخصوص نفقات المستخدمين بـ 675155 مليار دج، نفقات تسيير المصالح بـ 87632 مليار دج، إضافة إلى نفقات الاستثمار التي تقدر بـ 289458 مليار دج كرخصة التزام و 280936 مليار دج

احتواء أزمة كادت تعطل ميزانية الدولة

النواب يمددون تسوية البنائيات غير المكتملة بعام إضافي

تكتن المجلس الشعبي الوطني، أمس، من احتواء أزمة جديدة قد تجعل دوره في مجال صناعة التشريعات محل تساؤل عميق. واضطر للتراجع عن تعديل لقانون المالية 2024 بعد لحظات من اعتماده بالأغلبية البسيطة.

جمال. هـ



● أوقف المجلس أشغاله لحوالي الساعة قصد إيجاد تسوية وإقناع مندوب التعديل النائب بوكرموش عبد الرحمن بسحب تعديله لأحكام المادة 89 من قانون المالية لسنة 2018، ينص على تمديد مهلة الحصول على دفتر العقاري لمن تجاوزته عملية مسح الأراضي إلى 25 عاماً بدل عامين.

ويعد استئناف الجلسة، أعلن مندوب التعديل عن سحب تعديله بما يسمح بتجاوز أزمة هددت بزعزعة المجلس، إذ من شأن اعتماد هذا النص تعطيل ميزانية الدولة، إذ يوجب اعتراضه على مستوى مجلس الأمة والذهاب إلى اللجنة متساوية الأعضاء في عملية مكلفة سياسياً ومالياً. ويرر وزير المالية، عزيز فايد، اعتراضه على التعديل بكون مجاله ليس قانون المالية، وهي نفس فتوى اللجنة المالية بالمجلس التي رأت أن تمديد مدة الترقيم المؤقت إلى 25 سنة، لا يتسجم من الحيازة بالتقادم المنصوص عليه في القانون المدني والمحدد بين 10 و15 سنة، وتعهد وزير المالية علناً بتدخل دائرته الوزارية لإيجاد مخرج قانوني لقضية تسجيل العقارات والحصول على دفتر العقاري.

بالمقابل اعتمد المجلس تعديلين آخرين، الأول لنائب الهجرة توفيق خديم، بإضافة فقرة للمادة 202 من قانون الجمارك تتيح الإعفاء من إجراءات الرقابة على التجارة الخارجية ومن دفع الحقوق والرسوم عندما لا تفوق قيمة البضائع، بما فيها السيارة، مبلغ ثمانية ملايين دينار (8.000.000 دج) بالنسبة للعمال المتدربين والطلبة الذين يتكونون في الخارج وعشرة ملايين دينار (10.000.000 دج) بالنسبة للمواطنين

عنه خسائر كبيرة للحركة الاقتصادية، خصوصاً أن شهادة المطابقة أكثر من ضرورة، حسب قوله. وحاز المشروع على دعم غالبية النواب، فيما اعترضت كتلة حركة مجتمع السلم عليه بحجة أنه "استمرار لتكريس سياسة الربح وشراء السلم الاجتماعي المؤقت"، "ومواده لم تتضمن أهدافاً واضحة أو آفاقاً مستقبلية لتنويع الاقتصاد أو تحرير من الهيمنة والفلق الذي يتطلب الرشادة والحوكمة والاستشراق. وقالت في بيان لها، إن قانون المالية لسنة 2024 يتعارض مع ما جاءت به الحكومة من أهداف والتزامات في مخطط عملها، ورغم الأغلبية المالية الخيالية المرصودة والتي لا توجد الأكيات اللازمة لفرض الرقابة عليها وإدارتها في إطار الشفافية والنزاهة. ج. هـ

الأخرين. وحاز تعديل للنائب، سامي لخضر، يتيح تمديد إجراء تسوية وضعية البنائيات غير المكتملة إلى تاريخ 31 ديسمبر 2024 على الأغلبية الساحقة في المجلس، رغم إخراج اللجنة المختصة نفس الإعذار لرفض تعديله، والقول بأن مجال التعديل ليس قانون المالية. واستمات البرلمان في الدفاع عن موقفه، مشيراً إلى المادة 2 من القانون العضوي لقانون المالية، وكان لتدخل رئيس المجموعة البرلمانية لجهة المستقبل، مفعولا سحريا في ترجيح الكفة للبرلماني دون تسجيل أي مقاومة من الحكومة، حيث عزز موقف صاحب التعديل القائل بأن وقف العمل بهذا الإجراء يكبد الخزينة العمومية والجماعات المحلية خسائر هامة. وقال بومليق إن إلغاء العمل به ستجرح



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger